

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 4 août 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "déterminant les conditions d'indemnisation des travailleurs salariés qui exercent une profession accessoire ou qui cohabitent avec un travailleur indépendant", a donné le 31 août 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 4e Augustus 1954 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de werknemers die een bijberoep uitoefenen of die met een zelfstandige arbeider samenwonen, werkloosheidsuitkeringen ontvangen", heeft de 31e Augustus 1954 het volgend advies gegeven :

Les articles 3 et 5, alinéa 2, du projet visent le chômeur qui exerce une profession accessoire sans respecter les conditions prévues aux articles 1er, 2 et 5, alinéa 1er.

L'article 6, alinéa 3, est relatif au chômeur qui cohabite avec un travailleur indépendant sans l'avoir déclaré, ou qui aide le travailleur indépendant avec lequel il cohabite, en dehors des heures permises ou après avoir déclaré qu'il ne l'aidait pas.

Chacune de ces dispositions vise en outre des articles du titre IV, chapitre IV de l'arrêté royal organique du 26 mai 1945, relatif aux sanctions et exclusions et à la répétition des sommes indûment payées.

L'article 3 du projet porte "sans préjudice des dispositions des articles 99 et 106 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 ...", alors que l'article 5, alinéa 2, porte "sans préjudice des dispositions des articles 98 et 106". Cette discordance est voulue.

En effet, l'intention des auteurs du projet était de ne voir appliquer dans les cas prévus à l'article 3, que les sanctions édictées par l'article 99 de l'arrêté organique, à l'exclusion de celles de l'article 98, et, de même, d'enlever aux juridictions compétentes le pouvoir d'appliquer dans les cas prévus à l'article 5, alinéa 2, du projet, les sanctions portées par l'article 99 de l'arrêté organique.

L'article 77 quater de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 donne au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale le pouvoir de déterminer "les conditions

.../...

d'indemnisation des travailleurs salariés qui exercent une profession accessoire ou qui cohabitent avec un travailleur indépendant ".

Le Conseil d'Etat est d'avis que la délégation donnée au Ministre ne lui permet pas de fixer à l'égard des personnes visées à l'article 77 quater précité, un régime de sanctions et d'exclusions dérogatoire. Dès lors, les articles 3, 5, alinéa 2, et 6, alinéa 3, du projet manquent de base légale en tant qu'ils excluent l'application de certains articles du titre IV, chapitre IV, de l'arrêté du Régent précité, aux chômeurs qui auraient commis les faits érigés en infractions par ces articles.

D'autre part, l'intention du Ministre étant de rappeler dans chacun des articles précités que le titre IV, chapitre IV, de l'arrêté organique est applicable aux personnes visées par le présent projet, le Conseil d'Etat estime qu'il serait préférable de remplacer ces dispositions particulières par un article contenu dans le chapitre III relatif aux dispositions communes.

Le Conseil d'Etat propose l'article 7 du texte ci-dessous à cet effet.

+

+        +

L'article 4 du projet prévoit que le directeur du bureau régional peut, sur avis de la commission consultative, retirer le droit aux allocations de chômage, au chômeur qui exerce une profession accessoire dans les conditions prévues aux articles 1er et 2, lorsque

.../...

"l'exercice de celle-ci est de nature à causer un sérieux préjudice aux intérêts des commerçants, artisans ou salariés dont la profession est la même que celle du chômeur".

De même, l'article 5 du projet ne permet au directeur du bureau régional d'accorder aux chômeurs l'autorisation de travailler les dimanches et jours fériés légaux, entre sept et dix-huit heures, que si leur profession accessoire n'est pas de nature à causer un sérieux préjudice aux intérêts des commerçants, artisans ou salariés dont la profession correspond à cette activité".

Si l'article 77 quater précité donne au Ministre le pouvoir de déterminer les conditions d'indemnisation des chômeurs qui exercent une profession accessoire ou qui cohabitent avec un travailleur indépendant, ce pouvoir lui est conféré dans l'intérêt des finances publiques et doit permettre de déjouer les fraudes.

Le Ministre ne trouve pas dans cet article le pouvoir de faire dépendre l'indemnisation des chômeurs visés de contingences purement économiques tenant aux intérêts des commerçants, artisans et salariés.

L'intention du Ministre est de permettre le retrait du droit aux allocations de chômage dès qu'il apparaît que, d'accessoire, la profession du chômeur est devenue principale. L'article 6 du texte proposé par le Conseil d'Etat répond à cette intention.

D'autre part, le projet ne prévoyait pas expressément le retrait du droit aux allocations des chômeurs cohabitants avec un travailleur indépendant dans les conditions prévues à l'article 6.

Le texte proposé par le Conseil d'Etat comble cette lacune.

+  
+       +

L'article 7 du projet est juridiquement superflu.

Au surplus, le projet n'appelle que des observations de forme qui sont reprises dans le texte ci-dessous, conforme aux intentions du Ministre        telles qu'elles ont été exprimées au Conseil d'Etat.

ARRETE MINISTERIEL DETERMINANT LES CONDITIONS D'INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS SALARIES QUI EXERCENT UNE PROFESSION ACCESSOIRE OU QUI COHABITENT AVEC UN TRAVAILLEUR INDEPENDANT.

-----

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Vu l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office national du placement et du chômage, notamment l'article 77 quater modifié par l'arrêté royal du 26 septembre 1953;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national du placement et du chômage;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

CHAPITRE 1er.- OCTROI D'ALLOCATIONS DE CHOMAGE AU CHOMEUR  
QUI EXERCE UNE PROFESSION ACCESSOIRE.

Article 1er.-

Les allocations de chômage peuvent être accordées au travailleur salarié habituel mis en chômage, qui poursuit l'exercice d'une profession accessoire comme travailleur salarié ou indépendant, à condition :

- 1° qu'au moment de sa demande d'indemnisation, il déclare exercer cette profession;
- 2° qu'il n'exerce pas cette profession entre sept et dix-huit heures, même les dimanches et jours fériés légaux;
- 3° qu'il ne s'agisse pas d'une profession qui s'exerce normalement ou principalement après dix-huit heures.

Article 2.-

Le chômeur qui reçoit des allocations de chômage et qui désire entreprendre l'exercice d'une profession accessoire, comme travailleur salarié ou indépendant, peut être maintenu au bénéfice de ces allocations, à condition :

.../...

- 1° qu'il n'exerce pas cette profession entre sept et dix-huit heures, même les dimanches et jours fériés;
- 2° qu'il ne s'agisse pas d'une profession qui s'exerce normalement ou principalement après dix-huit heures;
- 3° qu'il ait obtenu l'autorisation d'exercer cette profession par décision du directeur du bureau régional, sur avis des commissions consultatives prévues aux articles 13 et 15 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office national du placement et du chômage.

#### Article 3.-

Le chômeur peut exercer une profession accessoire de peu d'importance le dimanche et les jours fériés légaux, entre sept et dix-huit heures, à condition qu'il en ait obtenu l'autorisation du directeur du bureau régional.

L'article 83 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 est applicable au chômeur qui a travaillé le dimanche sans en avoir obtenu l'autorisation.

### CHAPITRE II. - OCTROI D'ALLOCATIONS DE CHOMAGE AU CHOMEUR QUI COHABITE AVEC UN TRAVAILLEUR INDEPENDANT.

#### Article 4.-

Les allocations de chômage peuvent être accordées au chômeur qui cohabite avec un travailleur indépendant, à condition :

- 1° qu'il le déclare au moment de sa demande d'indemnisation, ou dès le début de la cohabitation;

.../...

- 2° qu'il n'aide pas ce travailleur indépendant entre sept et dix-huit heures, même les dimanches et jours fériés;
- 3° que la profession du travailleur indépendant ne soit pas de celles qui s'exercent normalement ou principalement après dix-huit heures.

### CHAPITRE III. DISPOSITIONS COMMUNES.

#### Article 5.-

Le bureau régional peut refuser de prendre en considération les déclarations faites par un chômeur en vue de bénéficier des dispositions du présent arrêté, lorsqu'elles sont contredites par des présomptions graves, précises et concordantes.

#### Article 6.-

Le directeur du bureau régional peut, sur avis des commissions consultatives prévues aux articles 13 et 15 de l'arrêté organique de l'Office national du placement et du chômage, retirer le droit aux allocations de chômage:

- 1° au chômeur dont l'activité ne présente plus le caractère d'une profession accessoire;
- 2° au chômeur cohabitant avec un travailleur indépendant, du moment où l'aide qu'il apporte à celui-ci revêt le caractère d'une profession principale.

La décision de retrait prend cours le premier dimanche qui suit sa notification.

Article 7.-

Les dispositions du titre IV, chapitre IV, de l'arrêté organique de l'Office national du placement et du chômage relatives aux sanctions, aux exclusions et à la répétition des sommes indûment payées, sont applicables aux chômeurs qui enfreignent les dispositions du présent arrêté.

Article 8.-

Le présent arrêté entre en vigueur le premier dimanche du second mois qui suit celui de sa publication au Moniteur belge.

Bruxelles, le ...

De artikelen 3 en 5, tweede lid, van het ontwerp handelen over de werkloze, die een bijberoep uitoefent zonder de in de artikelen 1, 2 en 5, eerste lid, gestelde voorwaarden in acht te nemen.

Artikel 6, derde lid, heeft betrekking op de werkloze, die met een zelfstandig arbeider samenwoont zonder daarvan aangifte te hebben gedaan, of die de zelfstandige arbeider met wie hij samenwoont helpt buiten de toegestane uren of na te hebben aangegeven dat hij hem niet hielp.

Elk van de genoemde bepalingen verwijst bovendien naar artikelen van titel IV, hoofdstuk IV, van het organiek koninklijk besluit van 26 Mei 1945, betreffende de sancties en uitsluitingen en de terugbetaling van de onrechtmatig betaalde sommen.

Artikel 3 van het ontwerp zegt : "onverminderd de bepalingen van de artikelen 99 en 106 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 ...", terwijl artikel 5, tweede lid, geeft : "onverminderd de bepalingen van de artikelen 98 en 106". Dit verschil is gewild.

De bedoeling van de stellers van het ontwerp was immers, in de onder artikel 3 bepaalde gevallen alleen de bij artikel 99 van het organiek besluit voorgeschreven straffen te doen toepassen, met uitsluiting van de straffen gesteld bij artikel 98, en, evenzo, de bevoegde rechtscolleges de macht te ontzeggen om in de onder artikel 5, tweede lid, van het ontwerp bepaalde gevallen, de bij artikel 99 van het organiek besluit gestelde straffen toe te passen.

.../...

Artikel 77 quater van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 verleent de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg bevoegdheid om te bepalen "onder welke voorwaarden de werknemers die een bijberoep uitoefenen of die met een zelfstandig arbeider samenwonen, uitkeringen ontvangen".

De Raad van State is van oordeel, dat deze opdracht van bevoegdheid de Minister niet machtigt om ten opzichte van de in artikel 77 quater bedoelde personen een afwijkende sanctie- en uitsluitingsregeling vast te stellen. De artikelen 3, 5, tweede lid, en 6, derde lid, van het ontwerp hebben bijgevolg geen rechtsgrond in zover zij sommige artikelen van titel IV, hoofdstuk IV, van voormeld besluit van de Regent buiten toepassing verklaren ten aanzien van de werklozen die zich schuldig mochten maken aan de door deze artikelen als misdrijven aangemerkte feiten.

Daar, aan de andere kant, de Minister er in elk van voornoemde artikelen aan herinneren wil, dat titel IV, hoofdstuk IV, van het organiek besluit op de in dit ontwerp bedoelde personen toepasselijk is, acht de Raad van State het verkieslijk deze bijzondere bepalingen te vervangen door een artikel, in te voegen in hoofdstuk III aangaande de gemeenschappelijke bepalingen.

De Raad van State stelt daartoe artikel 7 van de hiernavolgende tekst voor.

+

+

+

Volgens artikel 4 van het ontwerp kan de directeur van het gewestelijk bureau, op advies van de commissie van advies, het recht op werkloosheidsuitkeringen ontzeggen aan de werkloze die onder de in de artikelen 1 en 2 bepaalde voorwaarden een bijberoep uitoefent, wanneer "de uitoefening van dat beroep van aard is ernstig nadeel te berokkenen aan de belangen van de handelaars, ambachtslieden of loonarbeiders wier beroep hetzelfde is als dat van de werkloze".

Zo ook kan de directeur van het gewestelijk bureau, volgens artikel 5 van het ontwerp, aan de werklozen geen toelating verlenen om 's Zondags en op de wettelijke feestdagen tussen zeven en achttien uur te werken dan voor zover het bijberoep "niet van aard is ernstig nadeel te berokkenen aan de belangen van de handelaars, ambachtslieden of loonarbeiders wier beroep overeenstemt met deze bedrijvigheid".

Verleent bovenvermeld artikel 77 quater de Minister bevoegdheid om te bepalen onder welke voorwaarden de werklozen, die een bijberoep uitoefenen of die met een zelfstandig arbeider samenwonen, uitkeringen ontvangen, dan is daarbij gedacht aan het belang van de openbare financiën en aan het tekoergaan van bedrog.

Dit artikel maakt de Minister evenwel niet bevoegd om de uitkeringen aan de betreffende werklozen te doen afhangen van zuiver economische contingenties verband houdend met de belangen van handelaars, ambachtslieden en loonarbeiders.

.../...

De bedoeling van de Minister is, de ontzegging van het recht op werkloosheidsuitkering mogelijk te maken zodra blijkt, dat de werkloze van zijn bijberoep een hoofdberoep heeft gemaakt. In artikel 6 van de tekst welke de Raad van State voorstelt, komt deze bedoeling tot haar recht.

Voorts behelsde het ontwerp geen uitdrukkelijke voorzieningen aangaande de ontzegging van het recht op uitkering aan de werklozen die onder de in artikel 6 bepaalde voorwaarden met een zelfstandig arbeider samenwonen.

De tekst welke de Raad van State voorstelt, verhelpt deze tekortkoming.

+  
+                    +

Artikel 7 van het ontwerp is juridisch overbodig.

Voorts zijn bij het ontwerp alleen nog opmerkingen betreffende de vorm te maken; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst, die beantwoordt aan de bedoelingen van de Minister zoals zij aan de Raad van State zijn kenbaar gemaakt.

.../...

MINISTERIEEL BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE VOORWAARDEN  
WAARONDER DE LOONARBEIDERS DIE EEN BIJBEROEP UITOEFENEN OF  
DIE MET EEN ZELFSTANDIG ARBEIDER SAMENWONEN, WERKLOOSHEIDS-  
UITKERINGEN ONTVANGEN.

-----

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Gelet op het besluit van de Regent van 26 Mei  
1945 betreffende de inrichting van de Rijksdienst voor  
arbeidsbemiddeling en werkloosheid, inzonderheid op artikel  
77 quater gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26  
September 1953;

Gelet op het advies van het beheerscomité van  
de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

HOOFDSTUK I.- TOEKENNING VAN WERKLOOSHEIDSUITKERINGEN AAN  
DE WERKLOZE DIE EEN BIJBEROEP UITOEFENT.

Artikel 1.-

Werkloosheidsuitkeringen mogen aan de werkloos  
geworden, gewoonlijk in loondienst arbeidende werknemer,  
die verder een bijberoep als loonarbeider dan wel als  
zelfstandig arbeider uitoefent, worden toegekend, op voor-  
waarde :

.../...

- 1° dat hij van de uitoefening van dit beroep aangifte doet op het tijdstip der aanvraag om uitkering;
- 2° dat hij dit beroep niet uitoefent tussen zeven en achttien uur, ook niet 's Zondags en op de wettelijke feestdagen;
- 3° dat het niet gaat om een beroep dat normaal of hoofdzakelijk na achttien uur wordt uitgeoefend.

Artikel 2.-

De werkloze die werkloosheidsuitkeringen ontvangt en die een bijberoep als loonarbeider dan wel als zelfstandig arbeider wenst te gaan uitoefenen, kan de uitkeringen blijven genieten op voorwaarde :

- 1° dat hij dit beroep niet uitoefent tussen zeven en achttien uur, ook niet 's Zondags en op de wettelijke feestdagen;
- 2° dat het niet gaat om een beroep, dat normaal of hoofdzakelijk na achttien uur wordt uitgeoefend;
- 3° dat hij de toelating om dat beroep uit te oefenen heeft gekregen bij beslissing van de directeur van het gewestelijk bureau, op advies van de commissies van advies bedoeld in de artikelen 13 en 15 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 betreffende de inrichting van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid.

.../...

Artikel 3.-

De werkloze mag 's Zondags en op de wettelijke feestdagen tussen zeven en achttien uur een bijberoep van gering belang uitoefenen mits hij daarvoor de toelating van de directeur van het gewestelijk bureau heeft gekregen.

Op de werkloze die 's Zondags heeft gewerkt zonder daarvoor de toelating te bezitten, is artikel 83 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 toepasselijk.

HOOFDSTUK II.- TOEKENNING VAN WERKLOOSHEIDSUITKERINGEN AAN  
DE WERKLOZE DIE MET EEN ZELFSTANDIG ARBEIDER  
SALENWOONT.

Artikel 4.-

Werkloosheidsuitkeringen mogen aan de werkloze die met een zelfstandig arbeider samenwoont, worden toegekend, op voorwaarde :

- 1° dat hij daarvan aangifte doet op het tijdstip der aanvraag om uitkering of bij de aanvang der samenwoning;
- 2° dat hij de zelfstandige arbeider niet helpt tussen zeven en achttien uur, ook niet 's Zondags en op de feestdagen;
- 3° dat het beroep van de zelfstandige arbeider er geen is dat normaal of hoofdzakelijk na achttien uur wordt uitgeoefend.

.../...

HOOFDSTUK III. - GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN.Artikel 5.-

Aan de aangifte, die een werkloze heeft gedaan om voor het bepaalde in dit besluit in aanmerking te komen, kan het gewestelijk bureau weigeren aandacht te schenken wanneer deze aangiften door ernstige, preciese en overeenstemmende vermoedens worden tegengesproken.

Artikel 6.-

De directeur van het gewestelijk bureau kan, op het advies van de commissies van advies bedoeld in de artikelen 13 en 15 van het besluit betreffende de inrichting van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid, het recht op werkloosheidsuitkeringen ontzeggen :

- 1° aan de werkloze wiens activiteit niet langer het karakter heeft van een bijberoep;
- 2° aan de werkloze die met een zelfstandig arbeider samenwoont, zodra de hulp welke hij aan deze laatste verleent het karakter van een hoofdberoep krijgt.

De ontzegging gaat in de eerste Zondag na de kennisgeving er van.

.../...

Artikel 7.-

Hetgeen in titel IV, hoofdstuk IV, van het besluit betreffende de inrichting van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid is bepaald omtrent de sancties, de uitsluitingen en de terugbetaling van de onrechtmatig betaalde sommen, is toepasselijk op de werklozen die de bepalingen van het tegenwoordige besluit overtreden.

Artikel 8.-

Dit besluit treedt in werking de eerste Zondag van de tweede maand na die waarin het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Brussel,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS,  
de Heren :

premier président du  
Conseil d'Etat,  
eerste-voorzitter van  
de Raad van State,

président,  
voorzitter,

M. SOMERHAUSEN,  
G. HOLOYE,

conseillers d'Etat,  
raadsheren van State,

F. VAN GOETHEM,

assesseurs de la sec-  
tion de législation,  
bijzitters van de af-  
deling wetgeving,

G. VAN HECKE,

G. PIQUET,

greffier adjoint,  
adjunct-griffier,

greffier.  
griffier.

La concordance entre la version  
française et la version néerlandaise  
a été vérifiée sous le contrôle de  
M. SUETENS.

De overeenstemming tussen  
de Franse en de Nederlandse tekst  
werd nagezien onder toezicht van  
de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G. PIQUET.

(signé) J. SUETENS.

du Travail et de la Prévoyance sociale.  
van Arbeid en Sociale Voorzorg.

expédition délivrée à M. le Ministre  
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

Le

1954. De

1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,